



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

EDITORIAL ————— novembre 2015 - n°145

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS

Changement climatique : Haïti en alerte

Page 4

Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

VU DANS LA PRESSE & L'EDITION

Résultats du premier tour de la présidentielle contestés

Lancement de la réforme par l'INFP

L'ACTUALITE DU CHF

Le CHF s'engage dans la lutte contre le changement climatique

150 chefs d'Etat au Bourget, 40 000 participants, des marches pour le climat dans les rues des grandes villes du monde entier (sauf à Paris), la COP 21 est un événement inédit tant par son ampleur que par son retentissement planétaire. Pourtant, ce n'est autre que la 21^e édition de la Conférence des Parties, mise en place dès 1995 dans le but d'analyser les avancées de la Convention cadre des Nations unies contre les changements climatiques (CCNUCC).

Alors pourquoi ce sommet prend-il tant d'importance ? Les raisons en sont multiples. D'une part, le dérèglement climatique s'accélère : les dix années les plus chaudes jamais enregistrées sont toutes postérieures à 1997. Pire, 14 des 15 années les plus chaudes se situent au XXI^e siècle, à peine entamé. Les cyclones, les inondations sont de plus en plus fréquents. Par ailleurs il est désormais démontré avec une quasi-certitude que l'impact de l'homme, qui était contesté par certains scientifiques et par différents lobbies industriels, tient la part la plus importante dans ce phénomène. Citons enfin, pour expliquer l'émergence de cette prise de conscience universelle, la phrase prononcée par le Président Obama : « *Nous sommes la 1^{re} génération à avoir déclenché les changements*

climatiques, mais nous sommes peut-être la dernière à pouvoir faire quelque chose. »

L'objectif du sommet de Paris est un accord universel et contraignant, vital pour Haïti comme pour beaucoup d'autres pays. Souhaitons qu'il soit ratifié.

L'ARTICLE DU MOIS

Changement climatique : Haïti en alerte

Par Natacha Cassim, volontaire en service civique au Collectif Haïti de France

Actuellement se tient la 21^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques. Ce rassemblement est une nouvelle occasion de signer des accords sur le climat, avec cette année un objectif principal qui sera celui de trouver des solutions pour limiter le réchauffement climatique à 2 degrés.

Mais pendant que les pays négocieront encore une fois l'avenir de la planète, certains payent déjà, et depuis de nombreuses années maintenant, les conséquences du

changement climatique. Haïti, déjà vulnérable face aux phénomènes naturels du fait de sa situation géographique, doit également lutter contre les lourdes conséquences de ces dérèglements.

En attendant de réelles solutions de la part du gouvernement et des institutions publiques, la société civile haïtienne tente déjà de mettre en place des solutions d'adaptation et de développement durable.

Un pays affaibli par sa situation géographique

Haïti fait partie des pays les plus vulnérables au changement climatique, le 6e selon l'index de vulnérabilité 2015. Cela s'explique tout d'abord par la situation géographique du pays qui se trouve dans la trajectoire des tempêtes tropicales formées dans l'océan Atlantique. Ces phénomènes sont non seulement amplifiés par le changement climatique mais aggravent également les problèmes déjà présents tels que l'érosion des sols. L'insularité d'Haïti expose aussi ses zones côtières à la montée des océans, conséquence du réchauffement climatique, qui entraîne par ailleurs la salinisation des sols rendant quasiment impraticable l'agriculture. La destruction de la mangrove, forêt humide qui se développe le long des côtes, fait elle aussi les frais de la déforestation massive du pays, ce qui aggrave encore plus la situation dans ces zones.

Le problème majeur de la déforestation

D'autres facteurs rendent le pays plus vulnérable aux changements climatiques, notamment la faible couverture forestière, mais aussi la pollution, résultat d'une mauvaise gestion des déchets par les pouvoirs publics. La déforestation est en effet le problème majeur du pays, aujourd'hui la couverture végétale n'occupe plus que 1,5 % du territoire. Ce déboisement important est dû à l'utilisation massive du charbon de bois comme source principale d'énergie pour les Haïtiens, mais aussi à l'étroitesse des parcelles agricoles qui incite à agrandir les surfaces en abattant les parties boisées.. Cela a des conséquences importantes comme la dégradation des sols, les inondations, la désertification ou la diminution des ressources en eau. De nombreux projets de reforestation ont été lancés ces dernières années, dont le dernier en septembre 2015 par le gouvernement haïtien en partenariat avec le gouvernement français et l'organisation de Sean Penn J/P HRO (Haïtian Relief Organization). Cependant, malgré la mise en place de nombreuses initiatives similaires, il n'y a pas encore eu de véritables résultats.



Les effets de cette situation sur l'ensemble du pays sont

d'ores et déjà considérables : un exemple, ces dernières années, la saison des pluies a commencé 3 mois plus tard que d'habitude. Ainsi, les ressources alimentaires issues des récoltes agricoles et de la pêche connaissent une diminution importante. Cela a un lourd impact sur l'agriculture qui reste une des plus importantes ressources économiques du pays.

Un faible engagement des pouvoirs publics

Haïti a ratifié en 1996 la Convention des Nations unies sur les changements climatiques ainsi que le protocole de Kyoto en 2005 sur les émissions de gaz à effet de serre. Mais, malgré cela, les Haïtiens doivent faire face à un désintérêt de la part du gouvernement et des institutions publiques qui investissent peu de moyens dans l'adaptation au changement climatique et la diminution de ses conséquences. Il existe en effet depuis 2006 un Plan d'action national d'adaptation qui a pour objectif d'identifier les activités prioritaires répondant à des besoins urgents d'adaptation au changement climatique et qui informe en ce sens les organisations internationales de ces besoins. Ce plan ne donne cependant pas lieu à la mise en place de réelles initiatives pour lutter contre les effets du changement climatique. Les conséquences se font ainsi sentir sur la sécurité alimentaire, sur l'économie et sur l'ampleur accrue des dégâts causés par les catastrophes naturelles, qui sont de plus en plus importantes et de plus en plus fréquentes, aggravant encore la pauvreté des Haïtiens. Ils doivent donc compter sur leurs propres initiatives ainsi que celles des associations locales pour tenter de s'adapter à ces changements et à leurs conséquences.

Un exemple d'initiative locale avec l'association OTADES

L'association OTADES (Oganizasyon Tèt Ansanm pou Devlopman Sèkalasous) a justement décidé de lutter contre les effets du changement climatique en agissant contre le déboisement. Selon ses membres, l'enjeu principal est lié au fait qu'Haïti se situe dans la zone des cyclones tropicaux, rendus plus violents par les effets du changement climatique. « *Mais, malheureusement, certaines situations ne font qu'aggraver le changement climatique, à savoir le déboisement ou la mauvaise utilisation des ressources naturelles.* » C'est pourquoi l'association OTADES a décidé d'agir contre la déforestation en impliquant la société civile haïtienne qui « *peut jouer un rôle de sensibilisation, d'une part dans l'adaptation, et d'autre part pour éviter que la situation ne s'aggrave.* ». Le projet d'arboriculture fruitière et de protection de l'environnement a donc pour objectif d'améliorer les conditions environnementales ainsi que les conditions de vie des habitants de la zone de Milery-Ouandegras. Cela passe tout d'abord par la sensibilisation et l'information de la population, par la formation de cadres locaux, par la mise en place de deux pépinières et la production de

12 500 plantules fruitières et forestières, puis leur mise en terre et le greffage des plantules fruitières, par la formation également des agriculteurs en techniques agro-forestières et, enfin, par l'entretien et le suivi sur le terrain. Cependant, pour l'association OTADES, « *sans implication des institutions publiques, les projets de développement local sont très limités en termes d'impacts, de résultats et de suivis à long terme* ».

Le Village Alternatiba, de Paris à Kenscoff

Le Village Alternatiba vise à mettre en lumière ce type de projets ainsi que les mouvements alternatifs agissant dans la lutte contre le changement climatique afin de proposer des solutions aux enjeux environnementaux actuels. Il a été organisé très largement en France métropolitaine, et dans les DOM-TOM à Tahiti et à La Réunion, ainsi que dans quelques villes européennes. Dans le reste du monde, la seule manifestation Alternatiba à s'être tenue dans un pays autre qu'européen a eu lieu en Haïti, à Kenscoff, au mois d'octobre. C'est le GAFE (Groupe d'action francophone pour l'environnement) qui est à l'origine de son organisation. Ce rassemblement a été un succès puisqu'il a attiré presque 2500 visiteurs ! La mobilisation d'Haïti face au changement climatique continue avec la présence d'une délégation haïtienne à Paris pour participer aux négociations sur le climat lors de la COP21.

Le projet ambitieux de la COP21

Le gouvernement haïtien a décidé de participer à la COP21 et, dans ce cadre, le nouveau ministre de l'Environnement, Dominique Pierre, a soumis le 30 septembre 2015, un document intitulé CPDN (Contribution prévue déterminée au niveau national) où sont exposées les actions que l'État haïtien prévoit

pour les 15 prochaines années. Les actions prioritaires devront concerner la gestion des ressources en eau, des bassins versants et des zones côtières ainsi que le développement de l'agriculture biologique. Une réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'une augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité du pays sont également prévues. Programme ambitieux dont le coût est estimé à 25 milliards de dollars pour la période 2016-2030. Cette contribution devrait être supportée financièrement et techniquement par plusieurs organismes internationaux parmi lesquels l'Union européenne, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et l'OIF (Organisation internationale de la francophonie). Sous l'impulsion de la COP21 et de nombreuses interpellations de la société civile, on peut espérer une meilleure prise de conscience du danger par les gouvernements et une évolution de la situation.

Découvrez la nouvelle fiche thématique du CHF : Environnement et changement climatique.



Pour préparer la COP21, le CHF a réalisé une nouvelle fiche thématique *Environnement et Changement climatique*. Après les fiches sur l'eau, l'agriculture, la santé et l'éducation, cette nouvelle fiche thématique dresse un état des lieux de la situation environnementale et de l'impact des changements

climatiques en Haïti avec des conseils et recommandations pour la mise en place d'un projet de développement local lié à l'environnement et au changement climatique.

→ Disponible en téléchargement sur le site internet du CHF ou en version papier auprès du CHF.

Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

Le N°144 (Octobre 2015) : Ni Haïtiens, ni Dominicains, citoyens nulle part

Courrier International – 4 novembre 2015 - "Je ne connais rien à ce pays", la détresse des migrants expulsés vers Haïti.

Treize heures, sous un soleil de plomb, le grand bus jaune du service d'immigration dominicaine s'arrête face à la barrière qui matérialise la frontière: 35 personnes en descendent, expulsées vers Haïti sans rien d'autre que les vêtements qu'elles portent sur elles. Chemise, pantalon sombre et souliers en cuir, Jules Mismac n'a que sa bible en main. Le matin du 26 octobre, alors qu'il parlait avec son pasteur, "les gens de l'immigration sont passés et ils m'ont pris", raconte calmement ce haïtien de 41 ans, qui vivait en République dominicaine depuis 2011. "Le pasteur a voulu me donner de l'argent mais ils ont refusé et m'ont emporté", direction la frontière avec Haïti. Sous la surveillance des militaires dominicains et des policiers

haïtiens, il prend place aux côtés des autres expulsés dans les petits bus placés à quelques mètres seulement de la frontière. Le convoi ne va parcourir qu'un petit kilomètre sur la piste qui longe le lac Azuéli. Pour ces expulsés, la première étape de leur vie en Haïti sera le bureau de l'immigration. La scène est devenue courante depuis qu'un processus de régularisation des étrangers, décidé dans le cadre d'une nouvelle politique migratoire, est arrivé à échéance en juin.

Face au tollé provoqué par une décision de la Haute Cour de justice, qui retirait la nationalité dominicaine aux citoyens d'origine étrangère nés après 1929, le gouvernement dominicain a commencé à régulariser la situation de ceux nés sur son sol.

VU DANS LA PRESSE ET L'ÉDITION

Le Monde – 9 novembre 2015 - En Haïti, les résultats du premier tour de la présidentielle sont contestés.

Manifestations de protestation et accusations de fraude en faveur du poulain du président sortant Michel Martelly : un climat de crise post-électorale s'est installé en Haïti après le scrutin du 25 octobre, qui s'était déroulé dans le calme. La participation est restée modeste, d'environ 26 %. Le candidat du pouvoir, Jovenel Moïse, est arrivé en tête avec 32,81 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle selon les résultats préliminaires fournis par le conseil électoral.

Le second tour, le 27 décembre, l'opposera à Jude Célestin, dauphin de l'ex-président René Préal, crédité de 25,27 % des voix. « Ces résultats ne reflètent pas le vote du peuple, celui qui est placé en première position n'est pas à sa place, tout le monde sait qu'il y a eu fraude », a protesté Jude Célestin lors d'une conférence de presse au siège de son parti Lapeh (la paix en

créole)¹. Face à « cette farce ridicule », il a exigé un nouveau décompte des voix « juste et réel pour écarter tous les cas de fraude ».

Les manifestations de partisans de candidats de l'opposition ont été réprimées sans ménagement par la police. Peu après l'annonce des résultats, le 5 novembre, Maxo Gaspard, un jeune militant de la Plate-forme Pitit Dessalines (« fils de Dessalines » en créole) a été tué de plusieurs balles dans la tête. Les barricades de pneus enflammés, les jets de pierre et les tirs sporadiques ont entretenu un climat de peur à Port-au-Prince, où beaucoup d'écoles, de bureaux et de commerces ont fermé leurs portes. Les syndicats de chauffeurs des transports (...)

¹ Acronyme signifiant par ailleurs Ligue alternative pour le progrès et l'émancipation haïtienne - ndlr

Le Nouvelliste - 27 novembre J.Jean Baptiste - L'INFP lance le grand chantier de la réforme

A l'initiative de l'INFP (Institut National de la Formation Professionnelle), des acteurs se sont réunis pour échanger et discuter sur la question de la réforme professionnelle et l'intégration de la jeunesse dans la perspective de développement socioéconomique du pays. « Cette journée est porteuse d'espoir », a déclaré d'emblée le ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle Nesmy Manigat... Il s'agit en effet de chercher de meilleures opportunités pour les jeunes d'Haïti, dont une grande frange, sans métier, est livrée au chômage... « Seulement 25 % des adolescents fréquentent une école professionnelle » a cité le titulaire du MENFP, avant de se questionner, perplexe : « Où sont les 75% qui ne restent pas dans un système formel d'éducation formelle quelconque après les neuf années du fondamental ? » (...).

Évidemment, il a été l'occasion, au cours de ce forum, de présenter le projet « Compétences pour l'emploi des jeunes », financé par l'Agence Française de

Développement (AFD) et la coopération belge. Ce projet consistera essentiellement en la réhabilitation et l'aggiornamento du Centre pilote de formation professionnelle créé en 1973, grâce à un appui de la coopération française. L'ambassadeur de France en Haïti, Elisabeth Béton Délègue, estime que « c'est un projet bien ancré dans le présent et résolument tourné vers l'avenir ». (...)

Le projet prévoit, entre autres, la création d'une filière de formation dédiée aux métiers de l'eau, la mise à niveau du Centre pilote comme centre de référence en faveur de l'insertion des jeunes et le développement de l'entrepreneuriat (...). Pour un meilleur agencement de toutes ces actions, encore faudrait-il attendre que la prochaine législature planche sur le projet de loi de la réforme professionnelle déposé au Parlement en 2014, comme l'a rappelé le ministre de l'Éducation nationale Nesmy Manigat.

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Le CHF s'engage dans la lutte contre le changement climatique en Haïti

Dans le cadre de la 21e Conférence des Nations unies sur le changement climatique, le CHF sera présent au Bourget le vendredi 4 décembre aux Espaces Générations Climat de 10h30 à 19h. A cette occasion, vous êtes également invités à venir assister à une

conférence-débat organisée par l'association France Volontaires le vendredi 4 décembre de 17h à 18h30 sur le thème "Dimension climatique des migrations dans l'espace caribéen, expériences croisées : Carthagène, Haïti, Nouvelle-Orléans".

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris –

Comité de rédaction : Michèle BABINET, Stéphanie BARZASI, Ghislaine DELEAU, Reynold HENRYS,

Geneviève GREVECHE, Bernard LERAY.

Directeur de publication : Paul VERMANDE.

Tél : 01 43 48 31 78 / comiteredaction@collectif-haiti.fr / www.collectif-haiti.fr